



# Initiative pour la place financière: ne pas financer la destruction de la planète

**En investissant des milliards à l'étranger dans des activités nuisibles pour l'environnement, le secteur financier suisse contribue de manière significative à la crise du climat et de la biodiversité. Une large alliance de la politique, de l'économie financière et des ONG s'engage donc pour établir de nouvelles règles et lance aujourd'hui l'initiative populaire fédérale «Pour une place financière suisse durable et tournée vers l'avenir».**

- Chaque année, les grandes banques et sociétés d'assurance suisses investissent des milliards dans des activités à l'étranger qui nuisent à l'environnement.
- La place financière suisse est ainsi responsable d'émissions représentant au moins 18 fois celles que produit la Suisse sur son territoire.
- L'initiative garantit qu'à l'avenir, ces milliards ne financent plus le réchauffement climatique et la destruction de la nature, et oblige la place financière à prendre ses responsabilités.
- Elle est soutenue par une large alliance, dont font partie des représentantes et des représentants de presque tous les partis politiques (Les VERT-E-S, PS, PVL, PEV, Le Centre et PLR), d'organisations de défense de l'environnement et du secteur financier.
- Au travers de l'octroi de crédits, d'investissements et d'assurances, le secteur financier exerce une influence déterminante sur l'orientation de l'économie et possède ainsi un levier important pour la protection du climat et de la nature.
- Les mesures d'autorégulation prises par la branche et celles décidées par la Confédération ne suffisent pas en regard des objectifs à atteindre en matière de climat et de biodiversité.

## Citations

### **Stefan Müller-Altermatt, conseiller national (SO), Le Centre Suisse**

*«La population et les entreprises s'engagent pour une Suisse durable, et en même temps, la place financière à l'étranger alimente le changement climatique et la perte de biodiversité. Nous devons changer cela!»*

### **Mattea Meyer, conseillère nationale (ZH), PS Suisse**

*«Les acteurs de la place financière suisse sont responsables du déboisement de la forêt tropicale ou de nouveaux projets pétroliers dans l'Arctique. Il faut enfin des règles plus strictes!»*

### **Marc Jost, conseiller national (BE), PEV Suisse**

*«L'initiative pour une place financière durable crée le cadre nécessaire pour des investissements éthiques qui protègent notre planète. Elle promeut les énergies renouvelables et une économie responsable pour les générations futures.»*

### **Gerhard Andrey, conseiller national (FR), Les VERT-E-S suisses**

*«Le secteur financier a clairement fait comprendre qu'il ne voulait pas assumer la responsabilité d'atteindre les objectifs climatiques de la place financière. Il appartient donc au peuple de mettre les choses au clair avec l'initiative sur la place financière.»*



## Initiative pour une place financière durable

### **Michaël Malquarti, Directeur des risques dans une société de gestion**

*«Je soutiens cette initiative, car elle définit un objectif environnemental clair pour le secteur financier tout en laissant aux acteurs concernés la liberté d'explorer les meilleures solutions pour l'atteindre.»*

### **Kathrin Bertschy, conseillère nationale (BE), PVL Suisse**

*«Les investissements dans les énergies fossiles sont nocifs pour l'environnement et risqués pour l'économie. Continuer comme avant n'est pas une option. L'initiative pose des jalons pour la pérennité de la place financière.»*

### **Thomas Vellacott, directeur général du WWF Suisse**

*«Agissons ensemble sans attendre! Avec l'initiative pour la place financière, nous garantissons que la place financière suisse apporte elle aussi sa contribution à la réalisation des objectifs internationaux en matière de climat et de biodiversité.»*

## **La place financière, un poids lourd mondial**

La Suisse est un petit pays, mais sa place financière est un poids lourd à l'échelle mondiale. Les grandes banques et assurances établies ici provoquent des dégâts importants dans le cadre de leurs relations commerciales internationales. Chaque année, des milliards vont alimenter des activités à l'étranger qui nuisent à l'environnement, parmi lesquelles le déboisement de la forêt tropicale ou l'exploitation du charbon.

Et tandis qu'en Suisse, des particuliers font toujours plus d'efforts pour adopter un style de vie durable, la place financière provoque des émissions de CO<sub>2</sub> qui sont au moins 18 fois supérieures à celles que la Suisse produit sur son territoire. Les choses doivent changer: la place financière suisse ne devrait plus financer ou assurer des transactions nuisibles au climat, dont l'environnement et les générations futures paient le prix. Plus nous tardons à agir et plus ce prix sera élevé.

## **Une large alliance pour de nouvelles règles**

Une large alliance de la politique, de l'économie financière et des organisations environnementales s'engage donc pour établir de nouvelles règles et lance l'initiative populaire fédérale «Pour une place financière suisse durable et tournée vers l'avenir», abrégée «initiative pour la place financière». L'objectif est d'éviter qu'à l'avenir, les milliards de la place financière suisse n'alimentent plus le réchauffement climatique et la destruction du climat. Ces fonds ainsi libérés pourront alors être investis dans une économie durable, qui assurera notre avenir et encouragera la force d'innovation des entreprises plutôt que de les mettre en péril.

Concrètement, cela signifie que la Confédération doit s'engager pour une orientation écologique durable de la place financière suisse et élaborer une législation correspondante permettant de réaliser cet objectif. Ce cadre légal doit garantir que les banques, gestionnaires de fortune, mais aussi assurances et caisses de pension suisses alignent leurs activités commerciales à l'étranger sur les objectifs de la protection du climat et de la biodiversité définis par la communauté internationale.

## **Plans de transition en guise de soutien**

L'initiative doit être concrétisée par des plans dits de transition, élaborés et mis en œuvre par les établissements financiers. Dans ces plans, les actrices et les acteurs du secteur financier définissent eux-mêmes les stratégies, les objectifs intermédiaires, les mesures et les ressources qu'ils comptent engager pour répondre aux exigences formulées dans l'initiative. Le financement et l'assurance de nouveaux projets d'énergies fossiles comme le charbon et le pétrole ainsi que l'extension des activités existantes doivent par ailleurs être immédiatement restreints.

Un organe de surveillance doté de compétences de décision et de sanction, qui reste à créer, sera chargé de contrôler la mise en œuvre en procédant par échantillonnage et en intervenant en cas de



## Initiative pour une place financière durable

soupçon. Cet organe pourra être rattaché à des autorités de surveillance existantes comme la FINMA.

L'initiative n'est pas une solution particulière, qui créerait un «Swiss Finish», mais elle s'inspire des normes internationales existantes et des engagements pris par la Suisse dans le cadre du droit international. Elle renforce la compétitivité de l'économie nationale et aide le secteur financier suisse à ne pas se laisser distancer par le monde de la finance internationale. En effet, on constate que d'autres places financières importantes à l'étranger ont en partie déjà pris des mesures plus abouties et qu'elles décident de plus en plus souvent d'imposer des régulations dans le domaine du développement durable. C'est notamment le cas à Londres, Singapour ou dans l'UE en général.

Pour des questions ou interviews :

- **Stefan Müller-Altermatt:** 076 332 15 26
- **Mattea Meyer:** 079 101 68 90
- **Marc Jost:** 076 206 57 57
- **Gerhard Andrey:** 078 694 25 11
- **Michaël Malquarti:** 078 891 58 74
- **Kathrin Bertschy:** 078 667 68 85
- **Thomas Vellacott:** 079 291 9572

Merci beaucoup

Alliance pour une place financière suisse durable et tournée vers l'avenir

**Pierrette Rey**, porte-parole du WWF Suisse, [pierrette.rey@wwf.ch](mailto:pierrette.rey@wwf.ch), 021 966 73 75.